L'aquilon

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4 Volume 29 numéro 35, 12 septembre 2014



Rencontre des premiers ministres du Nord

Page 2

Une nouvelle venue à l'école Boréale

Page 3

Musée Prince-de-Galles Les Francophones bien choyés

Page 7

Ce pin solitaire de l'île Musher admire le coucher du soleil sur le Grand Lac des Esclaves.

Rencontre des premiers ministres du Nord

Renouveler la vision

Les premiers ministres s'entendent sur des principes généraux.



De gauche à droite, Bob McLeod, Darrell Pasloski et Peter Taptuna. Les premiers ministres des TNO, du Yukon et du Nunavut ont renouvelé le 5 septembre dernier leur vision commune sur le développement du Nord.

Denis Lord

Jeudi dernier à Yellowknife, le premier ministre Bob McLeod et ses homologues du Yukon et du Nunavut, Darrell Pasloski et Peter Taptuna, ont renouvelé leur stratégie d'adaptation panterritoriale au réchauffement climatique adoptée en 2011, et mis à jour leur vision commune sur le développement du Nord, formulée en 2007.

Le document *Progresser ensemble dans l'adaptation au réchauffement climatique dans le Nord Canadien*, publié conjointement par les gouvernements territoriaux, fait état de la recherche accomplie et en cours dans leur espace respectif, avec des partenaires fédéraux, privés et universitaires, et pour lesquels il y a échange d'information. Ce document répertorie 23 projets dans les territoires, le Yukon se taillant la part du lion avec 14 d'entre eux. Étrangement, le Yukon et les TNO travaillent chacun de leur côté sur une recherche analogue, la vulnérabilité au dendroctone du pin ponderosa, sans pousser plus loin la collaboration. Sinon, les recherches des TNO liées au réchauffement climatique et présentées dans le document sont l'évaluation de la vulnérabilité des bâtiments publics territoriaux, le plan de protection communautaire aux incendies de forêt, la cartographie du mouvement du pergélisol et l'évaluation de l'impact sur les déchets dangereux municipaux.

Des axes majeurs

En conférence de presse, le premier ministre des TNO, Bob McLeod, a avancé que les nombreux changements — transfert des responsabilités, ententes d'autonomie pour des peuples autochtones, etc. — survenus lors des sept dernières années ont rendu nécessaire une mise à jour de l'engagement formel des territoires à travailler ensemble, engagement décrit dans le document *Une vision nordique : bâtir un Nord meilleur*. Bob McLeod et ses homologues Darrell Pasloski et Peter Taptuna ont donc défini quatre piliers de la philosophie du Nord, quatre domaines où les territoires devraient faire front commun, dans leurs revendications au fédéral par exemple. Ce sont : des citoyens productifs qui s'investissent, l'énergie, l'infrastructure et la gouvernance. « Lorsque nous travaillons ensemble, a déclaré Bob McLeod, nous accomplissons plus de choses que lorsque nous travaillons séparément. »

Lors de leur rencontre, les premiers ministres ont discuté de santé mentale, une notion inhérente au premier axe énoncé. Ils ont demandé à leur ministres de la santé respectifs d'explorer les ressources de la cybersanté mentale ainsi que d'autres solutions de rechange qui permettraient d'apporter plus facilement des soins appropriés dans des collectivités éloignées. Les ministres de la santé devront rendre compte de leurs démarches lors du prochain Forum des premiers ministres du Nord, qui aura lieu en 2015 au Nunavut.

Énergie et santé

Les dirigeants des territoires se sont entendus pour dire que le fédéral doit continuer à jouer un rôle dans le développement du logement et que le secteur privé doit participer à résoudre les besoins au Nord. Ils ont reconnu que le Nord est un endroit où le coût de la vie est élevé et qui nécessite une forme d'énergie propre et peu onéreuse. Alors que Peter Taptuna a déclaré que les déficiences énergétiques étaient un problème majeur pour les investissements au Nunavut, notamment dans le domaine des mines, Darrell Pasloski, du Yukon, annoncé qu'il cherchait à créer un autre barrage pour développer chez lui l'hydroélectricité, qui est une énergie renouvelable. « En attendant, a-t-il dit, nous cherchons à développer le gaz naturel liquéfié. »

Le premier ministre Bob Mcleod a réaffirmé la volonté prioritaire de son gouvernement d'augmenter la population ténoise de 2 000 personnes d'ici cinq ans. « Les TNO et le Nouveau-Brunswick sont les seuls endroits au Canada où la population diminue », a-t-il déploré. Il est revenu sur la question du grand nombre de travailleurs du secteur minier demeurant hors TNO; le GTNO continue à chercher une solution à ce problème. Simultanément, la Compagnie Dominion Diamond, qui possède notamment la mine Ekati aux Territoires du Nord-Ouest, cessera à la fin du printemps de financer le transport des mineurs d'Edmonton en direction et au départ des TNO.





En collaboration avec Radio Taïga

Sport

L'événement Judo pour la paix sera présenté aux TNO du 22 septembre au 3 octobre 2014. Il s'agit d'un programme de la Fédération internationale de judo (FIJ) visant à utiliser le sport pour promouvoir la paix, la réconciliation dans les zones de conflit et le développement d'une société juste. M. Nicolas Messner en est le Commissaire responsable en plus d'être le directeur Média et communications de la FIJ. Il sera aux TNO, au Yukon ainsi qu'au Nunavut pour des sessions spéciales de judo dont les détails restent à préciser. Judo pour la paix est présenté par la FIJ, l'Association du judo des Territoires du Nord-Ouest, Judo Canada et son comité des affaires autochtones et territoriales et Jukado Inc.

Éducation

Le ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, Jackson Lafferty, a annoncé hier la création d'une bourse pour les individus désirant faire carrière dans le développement de la petite enfance. Dix bourses de 5 000 $ sont disponibles pour les étudiants collégiaux et universitaires à temps plein. Cette mesure s'inscrit dans la démarche entreprise depuis deux ans par le ministère de l'Éducation et les administrations des services de santé et des services sociaux. Le plan d'action de cette démarche fait état de 22 mesures ciblées pour améliorer la qualité de vie de la petite enfance, considérée comme une étape cruciale de croissance.

Emploi

Selon plusieurs médias, la compagnie Dominion Diamond, qui possède la mine Ekati, cessera à la fin du printemps de financer le transport des mineurs d'Edmonton au départ et en direction des TNO. Cette mesure coïncide avec la volonté du gouvernement ténois d'augmenter la population de 2 000 personnes d'ici cinq ans, notamment en relocalisant aux TNO une partie de la main-d'œuvre minière.

Éducation

Le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation des TNO a officiellement lancé la campagne contre l'intimidation. La campagne sera axée sur l'aide à apporter aux jeunes pour changer les comportements et appuiera le travail du gouvernement pour l'éducation et la santé. Un site Internet en français sur l'intimidation devrait bientôt être en ligne, comprenant de l'information et des ressources pour les élèves, les parents et les enseignants.

Justice

Lors de l'Assemblée générale de l'Association des femmes autochtones des Territoires du Nord-Ouest, le chef national des Dénés, Bill Erasmus, a énoncé l'idée que l'Assemblée des Premières Nations pourrait elle-même lancer sa propre commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées. « Cela nous permettrait, a dit Bill Erasmus, de traiter de ce problème de la façon que nous jugeons pertinente. » Le chef national des Dénés a dit qu'il pensait soumettre cette idée à la prochaine assemblée dénée en novembre.

Alphabétisation

Le thème de la semaine de la littératie, qui aura lieu du 21 au 27 septembre, est : Notre santé en dépend! Au moins trois liens unissent littératie et santé, selon le Conseil de l'alphabétisation des TNO. L'importance de la santé comme soutien à l'apprentissage, le fait qu'une bonne santé et une bonne éducation mènent à des emplois; enfin, le fait que nos capacités de lecture influencent notre capacité à comprendre et à utiliser l'information sur la santé.

Unis de TV5 en ondes

La lutte pour se voir à la télé continue

Au lendemain du lancement d'Unis, le 1er septembre, des voix s'élèvent pour célébrer la nouvelle télé des francophones hors Montréal. D'autres considèrent que l'offre télévisuelle demeure incomplète.

Jean-Pierre Dubé (Francopresse)

« À regarder le lancement, souligne Marie Hélène Eddie, c'est excitant de voir la diversité des programmes. C'est important qu'en famille, on écoute la télé en français et qu'il y en ait pour tous les goûts. Ça rappelle que le français est une langue publique, qui s'entend à la télé, à la radio et pas seulement parlée à la maison et au Québec. »

La doctorante en sociologie de l'Université d'Ottawa s'est distinguée en juin par son blogue critiquant la couverture radio-canadienne en Acadie. « Quand on ne se voit pas dans les médias, on a tendance à oublier qu'on existe. Unis vient combler un vide que la SRC ne remplit pas. »

Mais un besoin demeure, selon Marie Hélène Eddie : l'absence de nouvelles. « Le côté culturel est très symbolique. C'est bien de pouvoir célébrer notre présence sans toujours s'inquiéter des « dangers » qui nous guettent. Sauf qu'on a besoin des nouvelles pour pouvoir réagir. Les médias francophones nous permettent de défendre nos droits.

« Ce n'est pas une critique d'Unis – ce n'est pas dans son mandat, reconnait-elle. Mais ce beau projet ne comble pas tous les besoins. Le combat pour être représenté par les médias n'est pas terminé. Radio-Canada n'est pas libérée de ses obligations. »

Un an après avoir obtenu sa licence, la chaîne généraliste assume le mandat de refléter la francophonie des régions canadiennes et québécoises. La programmation sera constituée à 25 % de contenus produits en milieu minoritaire.

Marie Hélène Eddie se réjouit du rassemblement de la francophonie canadienne. « C'est important de se voir comme une grande communauté. Mais il faudra s'assurer de ne pas tomber dans une couverture surtout québécoise. C'est clair que la gouvernance par et pour les communautés aurait été une bonne chose. »



Marie Hélène Eddie (Photo : M. H. Eddie)

Défenseure du projet Accents TV, conçu par et pour les communautés en milieu minoritaire, mais écarté par le CRTC, l'Ontarienne Claudette Paquin va plus loin.

« C'est un peu comme si on avait accordé la licence de l'APTN à la BBC Canada. Cela aurait soulevé un tollé chez les Premières Nations. Ce n'est pas une critique de la chaîne britannique. C'est simplement une question de gouvernance de la voix publique d'un regroupement identitaire à l'échelle du pays.

« Mais chez nous, pas de tollé, rappelle l'ex-directrice générale de TFO. Les fonctionnaires du CRTC, pourtant très sensibles à la gouvernance québécoise, n'ont pas accepté ce même principe pour les communautés francophones. Le CRTC nous a remis à notre place. On reste minoritaire d'une autre communauté. »

« J'admire beaucoup l'APTN, dit-elle. Les Autochtones sont restés sur leur voie et ils font quelque chose de bien. Ils ont leurs défis et ils peuvent en parler à journée longue à la télé. Je voudrais la même chose pour nous.

« Tous les dossiers qu'on a gagnés, ça a pris dix ans. On ne devrait pas lâcher. » Selon Claudette Paquin, seule la gouvernance peut garantir la pérennité et la pertinence d'un réseau consacré aux communautés francophones. »

La présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne, Marie-France Kenny, partage ces préoccupations. « On voulait une télé française et on l'a eue. Ce n'est pas exactement celle qu'on voulait. Mais si on ne se rallie pas, on risque de manquer l'objectif : que tout le monde au pays puisse se voir et s'entendre.

« On travaille avec Unis, assure la présidente, on discute de différents enjeux et nos réactions sont prises très au sérieux. En un an, ils ont fait un travail colossal pour rallier les gens et tout mettre en place. »

Claudette Paquin croit néanmoins que Patrimoine canadien devrait « mettre sur pied un groupe d'audit pour évaluer les résultats d'Unis : où va l'argent, quels messages et visages passent en ondes. On veut voir dans quatre ans si le mandat a été accompli. »

La productrice voudra-t-elle participer? « Je ne refuse jamais un défi sur des sujets qui demandent de l'analyse et de la réflexion. Le coureur a la balle en mains, on le laissera courir et voir s'il va dans la bonne direction. »

Marie-France Kenny n'entretient aucun doute : « Longue vie à Unis ! »

École Boréale

Enfin le Nord!

Elsa Moscato a trouvé ce qu'elle cherchait à Hay River

Denis Lord

On peut croire que c'est une femme heureuse qui enseignera cette année les mathématiques aux élèves de 7e à 11e année de l'école Boréale, ainsi que les sciences, parce qu'Elsa Moscato a concrétisé un rêve en venant dans le Nord.

Elsa possède deux baccalauréats, le premier décerné par l'Université de Montréal en mathématiques, et le second par l'Université du Québec à Montréal, en enseignement des mathématiques. Elle enseigne au secondaire depuis sept ans, à Montréal et Laval. Son transfert à Boréale a nécessité certains ajustements. « Le positif, explique-t-elle, c'est qu'il y a moins d'élèves dans les classes, ce qui permet de prendre davantage de temps avec eux. » Par contre, enseigner dans la même semaine trois différents niveaux de mathématiques en plus des sciences s'avère une gymnastique intellectuelle exigeante. « Ça prend beaucoup de préparation », note Elsa.

Elsa a voyagé dans quatre continents et a aujourd'hui grande envie de découvrir le Nord. Elle se promet bien, dès que l'occasion se présentera, d'explorer les TNO, le Yukon et l'Alaska. Elle envoyait son curriculum vitæ à différents endroits dans le Nord depuis trois ans. « J'avais vraiment envie de quitter la ville, raconte-t-elle, j'étais fatiguée de la foule et des files d'attente. » À Hay River, elle dit avoir trouvé ce qu'elle cherchait, c'est-à-dire une communauté de petite taille et la proximité de la nature. « J'adore Hay River », résume-t-elle. Elsa envisage de consacrer ses temps libres au ski de fond, à la raquette et à la marche; en outre, elle affectionne la lecture de romans et d'ouvrages consacrés à la physique quantique, son sujet de prédilection pour un éventuel retour aux études.

Éditorial

La saison des rencontres

Alain Bessette

Le premier ministre McLeod a eu l'occasion de rencontrer plusieurs de ses collègues dernièrement. Il y a d'abord eu la rencontre des premiers ministres du Canada, puis celle des premiers ministres du Nord quelques jours plus tard.

Après un certain temps, on est un peu blasé de ces réunions qui ne donnent jamais rien de très concret. Le plus concret, c'est souvent la signature d'un document qui énonce des principes généraux d'actions, mais sans engagement direct palpable.

Et on ne devrait pas s'en étonner.

Chacun des premiers ministres doit d'abord et avant tout répondre de ses actions (ou d'une absence d'action) devant ses propres citoyens ou, comme c'est le cas aux TNO, des députés élus à l'Assemblée législative.

Même s'ils sont d'accord sur des principes généraux – on a besoin d'encore plus d'investissements pour la construction de logements sociaux – encore faut-il qu'ils retournent dans leur province ou territoire afin de confronter les réalités budgétaires qui leur permettront ou pas de réaliser les vœux exprimés en réunion. Dans le cas des logements sociaux, il faut aussi constater que le fédéral et la Société canadienne d'hypothèque et de logement sont des joueurs importants dans le secteur de la construction résidentielle des trois territoires.

Confrontés à leurs propres réalités, et dans le cas du Yukon à la philosophie plus ou moins conservatrice du parti en place, on voit bien la difficulté de ces trois personnages politiques d'identifier un plan d'action concret qui satisfasse tout le monde.

La situation est encore plus problématique au niveau national, alors que c'est une quinzaine de premiers ministres qui se rencontrent et qui tentent de trouver des sujets d'intérêt commun. Ce n'est pas facile de trouver des terrains d'entente entre quinze provinces ou territoires qui se situent aux antipodes du spectre des allégeances politiques. C'est sans compter les situations économiques différentes dans des provinces plutôt mal en point à l'est de l'Outaouais et des provinces bien nanties dans l'Ouest.

Finalement, on ne devrait pas être étonnés que ces premiers ministres n'aient pas trouvé d'actions communes. On doit plutôt se réjouir qu'ils aient réussi à trouver des sujets d'intérêts communs.



Clair de lune sur la baie de Yellowknife.
Le froid est déjà commencé, les rues sont désertes.
(Photo : Denis Lord)



C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-6663
Hay River : 77A Woodland Drive, Hay River (TNO)
Tél. : (867) 875-8808
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Directeur : Alain Bessette
Journalistes : Denis Lord
Correction d'épreuve : Anne-Dominique Roy

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 750 exemplaires. L'Aquilon est la propriété des Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.




Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing
1-866-411-7486



Réforme organisationnelle

Aucun poste ne sera coupé dans le domaine de la santé

Les sommes économisées seront réinvesties en santé

Denis Lord

Aucun poste ne sera coupé, même si le gouvernement va de l'avant avec son projet de fusionner les huit administrations des services de santé et des services sociaux territoriales. C'est ce qu'a affirmé à *L'Aquilon* la sous-ministre de la Santé et des Services sociaux Debbie Delancy.

Le gouvernement territorial a annoncé un projet majeur de réforme de son système de santé en juillet. Il cherche à améliorer le recrutement et la rétention des employés, le service aux aînés et aux Autochtones. Mais la pièce maîtresse du projet est la fusion des huit administrations qui, argue-t-on, faciliterait la coordination et la gestion, augmenterait la qualité et la rapidité des services, générerait des économies et serait une solution à l'actuel manque d'imputabilité des administrations.

« Les nouveaux postes pourront comporter certaines différences, affirme la sous-ministre Debbie Delancy, mais il n'y aura pas de coupes et personne ne sera affecté en région contre son gré. »

Alors qu'il y aurait actuellement un déficit dans chacune des administrations des services de santé et de service sociaux, la sous-ministre affirme que leur fusion engendrera des économies, des économies d'échelle, par exemple. Les administrations achètent actuellement chacune de leur côté aiguilles, vêtements, appareils, etc.; un achat en gros réduira les coûts. « Mais nous ne faisons pas cette réforme pour économiser de l'argent, mais pour améliorer les soins, précise Debbie Delancy. Nous ne savons par encore quel montant sera économisé, mais cet argent sera réinvesti dans le système de santé. »

Représentation

La sous-ministre rappelle que vers 2001 déjà, on avait tenté de réformer le système de santé, mais qu'on s'était heurté à beaucoup d'opposition. « Dans l'actuel projet, note-t-elle, dont nous parlons depuis près d'un an, nous avons beaucoup de soutien. Nous avons entendu quelques craintes, à propos des pertes d'emploi, des gens en région craignent de ne plus avoir de pouvoir décisionnel, mais tout le monde reconnaît que le système ne fonctionne pas comme il pourrait et qu'il est inefficace. »

Concernant la représentativité des régions, Debbie Delancy clame que la même structure régionale sera conservée, mais qu'elle aura davantage un rôle consultatif. Les présidents de chacun des conseils d'administration régionaux siègeront à un conseil d'administration territorial qui s'appelle pour l'instant le *Health and Social Services Leadership Council*, et qui gèrerait le budget et allouerait les ressources à travers le territoire. « À moins de changement à la loi, spécule la sous-ministre, ces présidents seront nommés et non élus. »

Dolynny favorable

Le député de Range Lake, Daryl Dolynny, s'est montré très favorable au projet de réforme. La stratégie avancée est selon lui valable, même si certains aspects demeurent à éclaircir. « Nous devons offrir la même qualité de soins partout aux Territoires, clame Daryl Dolynny. Actuellement, le ministère ne sait si les services pour lesquels il paye, comme le diabète et les maladies chroniques sont utilisés. Et il n'a pas le pouvoir d'imposer des vérifications [comptables, nldr]. Le nouveau système sera meilleur pour tout le monde. »

Le député de Frame Lake voit d'un bon œil que le projet de réforme inclut un comité consultatif; il espère que ses membres seront élus plutôt que nommés. Il avance que la refonte du système mènera à des économies nécessaires à un moment où le gouvernement fédéral est de moins en moins généreux. Un exemple? « Actuellement, chaque administration de santé envoie son propre représentant pour faire de l'embauche dans des foires d'emploi au Sud. Ça coûte cher. Avec une administration unique, une seule personne ira dans ces foires. Et il y aura une économie d'échelle pour l'achat de médicaments, de matériel et d'appareils. Il faut faire les affaires intelligemment. »

L'emplacement de cette future administration des services de santé et des services sociaux n'a pas été déterminé. « Je soutiendrais l'idée que l'administration soit basée à Yellowknife, déclare Daryl Dolonny, mais je ne m'opposerais pas à ce qu'elle soit située ailleurs.

Google rejette les changements à l'industrie de la télé proposés par le CRTC

Par Terry Pedwell
LA PRESSE CANADIENNE

GATINEAU — Des entreprises qui offrent des services de diffusion en ligne comme Google et Netflix souffriraient — tout comme leurs consommateurs — si la réglementation canadienne sur l'industrie de la diffusion en venait à s'appliquer à l'industrie numérique, a prévenu lundi Google Canada.

Le géant de l'Internet a lancé son avertissement dans le cadre des audiences du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) sur la façon dont les gens consomment les services de télévision, qui ont débuté lundi et se poursuivront pendant deux semaines.

Selon certains télédiffuseurs et distributeurs canadiens, les plateformes en ligne ne contribuent pas au système de livraison de la programmation du pays et devraient être soumises à des contributions obligatoires.

Le télédiffuseur CBC, par exemple, juge que le CRTC devrait demander aux fournisseurs et distributeurs de contenu sans licence de verser plus de 25 millions $ chaque année au Fonds des médias du Canada.

Mais en fait, les plateformes en ligne légales contribuent au système par l'entremise des licences de contenu, a expliqué le conseiller en politiques publiques et relations gouvernementales de Google, Jason Kee, et toute contribution obligatoire additionnelle finirait par être refilée aux consommateurs.

Selon M. Kee, demander aux sociétés numériques de contribuer à des fonds réservés au contenu canadien sans leur permettre d'en profiter nuirait à l'innovation.

« Des contributions obligatoires feraient sans doute augmenter les coûts d'abonnement des consommateurs et diminuer les droits d'utilisation et les parts de profit qui reviennent aux créateurs », a-t-il argué.

Instituer un système de contribution aux sociétés de services de télévision en ligne entraînerait aussi des « défis pratiques », a affirmé M. Kee durant sa présentation.

Les audiences, intitulées « Parlons télé », visent à développer de nouvelles règles pour encadrer les changements dans l'industrie de la télévision amenés par les services technologiques.

Des entreprises comme Google et Netflix, qui offrent des services de diffusion en ligne ainsi qu'à la carte, ont mis de la pression sur les diffuseurs traditionnels, notamment en grugeant leurs revenus publicitaires.

Les câblodistributeurs et les diffuseurs par satellites pourraient également subir les contrecoups de la volonté du gouvernement fédéral de mettre sur pied une structure à la carte, plutôt que par forfait.

Le Bureau de la concurrence a indiqué qu'il endossait cette piste de solution, et ce, même s'il n'a pas la certitude que les consommateurs bénéficieraient réellement d'un tel changement de cap.

« Les prix pourraient diminuer, comme ils pourraient augmenter », a illustré sa représentante, Renée Duplantis.

Le Bureau de la concurrence n'a, par ailleurs, toujours pas déterminé s'il était préférable pour les téléspectateurs de pouvoir compter sur un modèle où ils paieraient pour les chaînes qu'ils veulent visionner ou s'il était plus avantageux pour eux d'avoir accès à une offre de base de chaînes locales à laquelle pourraient éventuellement se greffer, à la pièce, les sélections des consommateurs, a ajouté Mme Duplantis.

En août, le régulateur avait proposé que les Canadiens soient autorisés à choisir des chaînes de manière individuelle pour les ajouter à ce que le président du CRTC, Jean-Pierre Blais, avait désigné comme un « maigre service de base », avec des prix mensuels plafonnés à 20 ou 30 $.

Le CRTC a aussi suggéré de permettre aux stations de télévision locales d'éteindre leur émetteur. Une telle mesure forcerait les téléspectateurs qui profitent des chaînes gratuites à s'abonner à un fournisseur.

Au début des audiences, M. Blais, a laissé entendre que les règles actuelles encadrant les câblodistributeurs et les diffuseurs devraient être changées afin de permettre aux Canadiens de choisir leur programmation.

« Plutôt que de protéger certaines chaînes, des radiodiffuseurs en particulier ou un modèle d'affaires donné, nous devons nous assurer que le système de télévision satisfait aux besoins et aux intérêts des Canadiens, aujourd'hui et pour plusieurs années à venir », a déclaré M. Blais.

Le regroupement des AMIS de la radiodiffusion canadienne a estimé que les changements à la réglementation proposés par le CRTC feraient souffrir les stations de télévision locales et n'aideraient pas les consommateurs.

« Au contraire, la télé à la carte et les autres changements importants envisagées (...) seraient susceptibles de nuire gravement à la radiodiffusion locale et surtout aux nouvelles locales, la programmation la plus valorisée par la majorité des Canadiens », a dit le groupe par voie de communiqué.

« En fait, les propriétaires des stations locales dans les marchés de petite et de moyenne taille disent carrément que ces changements pourraient les acculer à la fermeture. »

Les audiences doivent se poursuivre jusqu'au 19 septembre à Gatineau.

En tout, 118 intervenants ont été invités par le CRTC pour y faire des présentations.

Musée Prince-de-Galles

Les francophones sont bien choyés

Le Centre du patrimoine septentrional Prince-de-Galles propose une gamme étonnamment étendue de services en français. Et gratuits! Un rappel.

Denis Lord

Le Centre du Patrimoine septentrional Prince-de-Galles ne bénéficie certes par des mêmes ressources que les grandes institutions muséales canadiennes, mais fait état d'un dynamisme étonnant et d'une grande richesse des programmes et services éducatifs, où la langue française occupe une place de choix. Ainsi, les classes du préscolaire jusqu'au secondaire inclusivement peuvent se rendre sur place pour participer à des sessions thématiques sur différents aspects de la géographie, de l'histoire ou de l'anthropologie du Nord, ou encore visiter la réserve ou les archives.

Mike Mitchell est le responsable des services d'éducation et de vulgarisation du Centre. Lui-même ou d'autres guides maniant la langue française sont disponibles pour offrir ces services. Ces programmes scolaires sont offerts gratuitement, tout comme les trousses éducatives et les objets à emprunter. Les trousses sont prêtées pour des périodes de deux semaines, ce qui laisse le temps au personnel de l'école ou des collectivités de se familiariser avec le matériel et de se préparer à communiquer son contenu. Ce dernier est très diversifié, de la trousse sur l'ère glaciaire et la Béringie, qui comprend des fossiles, jusqu'à l'ensemble de marionnettes et de légendes, en passant par l'assortiment axé sur le piégeage ou celui sur l'histoire de Yellowknife.

Expositions itinérantes

Les expositions itinérantes conçues par le Centre patrimonial comprennent également, à divers degrés, des éléments de français. Ainsi, l'expo *Le grand fleuve* comporte un panneau d'interprétation et du contenu multimédia en français, en plus des photographies, des cartes bathymétriques et de quelques artéfacts. Cette exposition porte sur l'histoire maritime du Mackenzie. La photographe Fran Hurcomb et son mari Dave Smith ont navigué le fleuve de Fort Providence jusqu'à Tuktoyaktuk. L'exposition *Le grand fleuve* sera à Fort Smith du 3 novembre au 26 décembre et à Deline du 4 mai au 19 juillet. Elle est donc encore disponible du début janvier à la fin avril. Quand à l'autre exposition, *Les chasseurs des névés alpins*, il semblerait que seul le matériel multimédia l'accompagnant soit en français.



Le responsable des services d'éducation et de vulgarisation du Centre du patrimoine septentrional Prince-de-Galles, Mike Mitchell, offre à voir un des nombreux artéfacts de l'institution.

Au moment d'aller sous presse, Prince-de-Galles mettait au point un partenariat avec l'Association franco-culturelle de Yellowknife (AFCY) pour présenter un volet français au programme *Les beaux dimanches en famille*. L'an dernier, l'ancien directeur de la programmation de Radio Taïga, Maxence, avait donné un atelier sur le souffle, initiant les jeunes au didgeridoo.

À ne pas négliger également, les ressources en ligne du Centre patrimonial Prince-de-Galles, d'une incroyable richesse, une fenêtre exceptionnelle sur les Territoires du Nord-Ouest. Le site sera prochainement revampé, possiblement en novembre. On nous promet encore davantage de contenu français.

Prince-de-Galles présentera le 12 septembre, une exposition pour célébrer le 75e anniversaire de la Commission scolaire nº 1 de Yellowknife en partenariat avec celle-ci. Le 4 octobre verra le vernissage de *One Door Closes...and Another One Opens*, de sculptures et de peintures de Terry Pamplin. Il y aura également une exposition sur le bison des steppes, mais la date est indéterminée.

Le Club de Bicolo

Jeux

1 LES CHARADES

Trouve les mots que l'on cherche à l'aide des indices.

Mon premier est un petit cube pour jouer.

Mon deuxième amuse les gens.

Mon troisième est au centre du visage.

MON TOUT EST UN REPAS

Mon premier est un vêtement porté par les fillettes et les femmes.

Mon deuxième est la neuvième lettre de l'alphabet.

Mon troisième est le nom de notre planète.

MON TOUT EST UNE PLANÈTE.

2 QUI SONT-ILS?

Trouve les dix (10) mots que l'on cherche à l'aide des indices.
Tous ces mots contiennent la lettre « z ».

A) Nombre plus petit que quinze (15).	_ _ _ Z _
B) Il est au milieu du visage.	_ _ Z
C) Nombre plus petit que vingt (20).	_ _ Z _
D) Lieu où l'on peut voir des animaux sauvages en captivité.	Z _ _
E) Lorsque le thermomètre indique ce nombre, l'eau gèle.	Z _ _ _
F) Petit reptile à quatre pattes et à longue queue.	_ _ Z _ _ _
G) Repas qu'on peut manger dans les restaurants italiens.	_ _ Z Z _
H) Céréale que les Chinois mangent avec des baguettes.	_ _ Z
I) Animal qui ressemble à un cheval.	Z _ _ _ _
J) Synonyme de « étrange ».	_ _ Z _ _ _ _

SOLUTIONS

1. dé + jeu + nez = déjeuner
Jupe + i + Terre = Jupiter

2. a) douze
b) nez
c) onze
d) zoo
e) zéro
f) lézard
g) pizza
h) riz
i) zèbre
j) bizarre

Autochtones

Une déclaration a été signée pour un nouveau partenariat

Par Stéphanie Marin
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le Canada est prêt pour un nouveau départ, ont déclaré des anciens premiers ministres et des chefs des Premières Nations qui joignent leurs forces pour tenter d'éliminer les tensions entre les Autochtones et le reste de la population.

Une déclaration invitant à un nouveau partenariat a ainsi été signée jeudi matin à Gatineau par une coalition de Premières Nations et de politiciens.

« Et si une telle initiative n'est pas entreprise, le conflit et les tensions vont continuer de s'aggraver », a prévenu l'ancien premier ministre progressiste-conservateur Joe Clark, en point de presse.

Le but des « Canadiens pour un nouveau partenariat » est d'obtenir de meilleures conditions de vie, d'éducation, de soins et de perspectives économiques pour les Autochtones — mais tous doivent d'abord s'engager à travailler ensemble, affirment les responsables du groupe.

Bref, il s'agit d'un grand mouvement de sensibilisation de la population et d'un forum de discussion pour rassembler tous ceux qui veulent travailler à l'amélioration des liens entre Autochtones et non-Autochtones. Et à une reconnaissance de leurs droits et des traités historiques.

Le message envoyé est qu'ensemble, les deux peuples peuvent construire un meilleur pays, avec une économie prospère, basée sur des valeurs fortes.

L'ex-chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Ovide Mercredi, a déclaré à cette occasion « qu'il y a beaucoup à gagner à réparer les relations entre les peuples autochtones et non autochtones — et beaucoup à perdre si nous ne parvenons pas à réconcilier nos différences ».

Le gouvernement fédéral était toutefois absent du portrait de famille jeudi.

Une absence remarquée, car c'est lui qui a le pouvoir législatif de changer les choses et qui est responsable des négociations avec les Premières Nations.

« Mais notre cible immédiate n'est pas le gouvernement, c'est l'opinion publique et les citoyens, a précisé M. Clark.

« Et nous espérons que la perspective des personnes qui ne sont pas intéressées puisse changer », a-t-il ajouté.

En 2008, le gouvernement fédéral avait commencé à réparer les torts causés lorsque le premier ministre Stephen Harper avait présenté des excuses officielles pour le traitement réservé aux enfants autochtones dans les pensionnats.

Mais jeudi, appelé à commenter la création du nouveau partenariat, le bureau du ministre des Affaires autochtones, Bernard Valcourt, a diffusé un communiqué qui n'en a fait aucune mention.

« Notre gouvernement va continuer à travailler avec les Autochtones pour créer des perspectives économiques et améliorer la qualité de vie des Premières Nations », pouvait-on y lire.

M. Clark et l'ex-premier ministre libéral Paul Martin étaient présents lors de la cérémonie de signature et ils travailleront pour la réussite de la nouvelle initiative.

Dans cette coalition, on retrouve aussi des anciens chefs de l'Assemblée des Premières Nations, l'ex-vérificatrice générale Sheila Fraser et le juge Murray Sinclair, qui a mené de front la Commission de vérité et de réconciliation.

Selon la leader inuite Mary Simon, ex-présidente de l'Inuit Tapiriit Kanatami, tous les Canadiens doivent profiter de cet élan.

Ce partenariat découle de la Commission de vérité et de réconciliation, qui se penche sur le sort des Autochtones qui ont été envoyés dans des pensionnats. Et aussi du mouvement « Idle no more » (L'inaction, c'est fini), qui a occupé la Colline parlementaire, notamment en janvier 2013, et qui a aussi insufflé un renouveau d'espoir aux relations entre les peuples autochtones et non autochtones.

Les leaders des peuples autochtones craignent que le rapport de la Commission ne soit mis sur une tablette, puis oublié, sans qu'aucun changement n'en découle.

« Nous craignons que les erreurs du passé ne se répètent, s'il n'y a pas un nouveau partenariat », a déclaré l'ex-premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, Stephen Kakfwi, lui-même un survivant des pensionnats pour enfants autochtones.

« Nous sommes des partenaires dans cette idée qu'un meilleur Canada est à portée de main », a-t-il expliqué au sujet de ce nouveau projet.

Pour le député néo-démocrate Jonathan Genest-Jourdain, porte-parole adjoint pour les affaires autochtones, le partenariat est prometteur. Justement parce que le mot « partenariat » est utilisé, ce qui implique une relation qui n'est pas unilatérale, une façon de faire trop longtemps utilisée avec les peuples autochtones, dit-il.

« Mais la démarche ne doit pas être dénuée de sens », prévient-il.

Le fait que la coalition parle de discussion et non pas d'action concrète ne le choque pas. Tout doit commencer par là : « les peuples autochtones se sont désintéressés de la politique canadienne », juge-t-il.

Il croit que l'absence du gouvernement canadien s'explique en partie par le fait que Stephen Harper et ses troupes ne croient pas réellement en la consultation. Il pense aussi qu'Ottawa est frileux dans ce dossier, car il a été mis dans l'embarras sur la scène internationale au sujet du traitement de ses peuples autochtones.

Quant au Parti libéral, il est d'avis qu'une approche différente était plus que nécessaire et il se réjouit de l'initiative.

« Il existe un besoin urgent et critique d'établir un partenariat qui traite des dossiers brûlants d'une manière qui respecte les droits inhérents et conférés par traité », a déclaré le chef Justin Trudeau par voie de communiqué.

Mieux vaut être enceinte dans un quartier vert

MONTRÉAL — Les mères issues de quartiers très verts sont plus susceptibles d'accoucher à terme et le poids à la naissance de leur bébé sera plus élevé, en comparaison avec les mères provenant de quartiers urbains moins verts, révèle une nouvelle étude à laquelle ont collaboré des chercheurs canadiens.

Ces conclusions tiennent le coup même quand on ajoute des facteurs comme les revenus, l'exposition à la pollution atmosphérique ou au bruit, ou la possibilité de circuler à pied dans le quartier, disent les chercheurs de l'Université de la Colombie-Britannique et de l'université Oregon State.

L'analyse de quelque 64 000 naissances survenues entre 1999 et 2002 dans la région de Vancouver révèle aux chercheurs que les mères issues de quartiers verts réduisaient de 20 pour cent leur risque d'accoucher très prématurément et de 13 pour cent leur risque d'accoucher prématurément.

Leurs bébés pesaient aussi, en moyenne, 45 grammes de plus à la naissance que les bébés nés de mères provenant de zones urbaines.

L'auteur de l'étude, l'épidémiologiste Perry Hystad, s'est dit surpris par ces résultats et a prévenu que d'autres études seront nécessaires pour élucider la nature exacte des bienfaits apparents des espaces verts sur les femmes enceintes. Les chercheurs veulent notamment savoir quel type d'espace vert est le plus bénéfique, et quelle ampleur celui-ci doit avoir.

Les températures automnales devraient suivre les tendances de l'été, disent des experts

Par Michelle McQuigge
LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — L'un des plus importants prévisionnistes météo du pays estime que les météorologues n'ont besoin que de se fier à l'été pour savoir ce que la nature réserve pour l'automne.

Les prévisions automnales de MétéoMédia soutiennent que les tendances estivales en matière de température et de précipitations devraient se poursuivre pendant les prochains mois, et ce, sur la majeure partie du territoire. Au dire du météorologue en chef Chris Scott, l'été sec et doux de la Colombie-Britannique risque donc de faire place à un automne plus chaud qu'à l'habitude, avec des précipitations sous la moyenne.

De leur côté, les habitants des Prairies et de l'Ontario qui espèrent un peu de répit après un été inhabituellement frais et humide, ne seront pas au bout de leurs peines, poursuit-il. En fait, seules les Maritimes risquent de constater des changements par rapport à la météo estivale.

Le réseau météo croit que le retour de l'air frais fera baisser les températures, en plus de ramener les quantités



de précipitations aux normes saisonnières.

L'été fut étrange pour la majorité du pays, indique M. Scott, avant d'ajouter que les tendances météo habituelles ont parfois été inversées. Ainsi, la région typiquement froide de Goose Bay, au Labrador, a enregistré autant de journées à plus de 30 degrés Celsius que Windsor, dans le sud de l'Ontario. En Colombie-Britannique, des gens habitués à des journées plus fraîches ont plutôt pu profiter de l'été sous des cieux plus cléments.

Selon M. Scott, l'automne devrait entraîner des températures similaires dans la plupart des cas, et les trois prochains mois devraient aussi comporter des variations importantes de température qui sont devenues synonymes de la période estivale. Toujours selon le météorologue, les modèles de prévisions portent à croire que des tempêtes inhabituelles verront le jour autour des Grands Lacs ainsi que dans l'est des Prairies. Ces régions peuvent donc s'attendre à des précipitations plus importantes que d'habitude et M. Scott précise que les provinces atlantiques pourraient elles aussi recevoir de grandes quantités de pluie si la saison des ouragans devient plus active qu'elle ne l'a été jusqu'à maintenant.

Si MétéoMédia attend généralement à la fin novembre pour publier un aperçu détaillé pour l'hiver, M. Ossonon précise qu'« en raison de ce à quoi nous nous attendons pour les mois d'automne, nous prévoyons un hiver qui pourrait s'installer un peu plus tôt, avec des températures généralement sous les normales saisonnières pour l'hiver ».

Les PM à Charlottetown

Un front uni plus que jamais

Les chefs des provinces et territoires ont conclu leur 55e rencontre estivale à Charlottetown le vendredi 29 août par une conférence de presse menée par le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Robert Ghiz.

Jacinthe Laforest (La Voix acadienne)

« Cette rencontre a été historique, car c'est la première fois depuis longtemps que le Québec y participe de façon aussi ouverte. Nous avons une table des premiers ministres pleinement fonctionnelle et cela augure bien pour l'avenir. Avec le premier ministre fédéraliste, Philippe Couillard, le Québec fait maintenant partie du leadership dont nous devons faire preuve pour apporter les changements que nous souhaitons au Canada. »

La rencontre s'est amorcée le 28 août par une discussion sur les défis de la Confédération dans le contexte du 150e anniversaire de la Conférence de Charlottetown. Une séance spéciale a eu lieu à la Province House où, en 1864, les Pères de la Confédération ont amorcé des travaux visant à définir les rôles et les responsabilités des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Les premiers ministres ont reconnu que la fédération canadienne a réalisé plusieurs des aspirations de ses fondateurs. Souhaitant continuer de bâtir une fédération solide, ils ont réaffirmé leur engagement à travailler ensemble à créer des emplois et à améliorer l'économie dans un climat économique hautement concurrentiel. Ils veulent favoriser une société juste et inclusive dans laquelle tous les citoyens auront accès à des services publics et à des possibilités économiques assurant leur bien-être.

Au cours des discussions, les premiers ministres ont reconnu que le Québec n'a pas adhéré à la *Loi constitutionnelle de 1982*. C'est pourquoi la pleine participation québécoise a été qualifiée d'historique, d'autant plus que la province s'est jointe à plusieurs comités et tables thématiques, destinés à améliorer les relations entre les provinces et territoires et la qualité de vie des citoyens, notamment tout ce qui concerne les changements climatiques.

Les premiers ministres ont discuté de l'environnement, notamment des approches adoptées par certains gouvernements en matière de détermination d'un prix pour le carbone. Ils ont souligné la récente déclaration de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) sur l'importance d'inclure le coût des émissions de carbone dans l'économie.

Au printemps 2015, le Québec tiendra un sommet sur les changements climatiques auquel sera convié l'ensemble des premiers ministres. Le Québec s'est aussi joint à la Stratégie canadienne de l'énergie (SCE). Après la Colombie-Britannique qui avait donné son aval en novembre 2013, il ne manquait à la table que cette province.



Au centre de la photo, le Manitobain Greg Selinger et le Néo-Écossais Stephen McNeil entourés de l'Albertain, Dave Hancock, et de l'Ontarienne, Kathleen Wynne.

La SCE repose sur une vision et des principes à partir desquels les provinces et les territoires travailleront ensemble, dans le respect de leurs compétences, sur les questions relatives à l'énergie et feront croître l'économie, a expliqué Robert Ghiz. Cette stratégie protégera l'environnement, selon lui, et créera de nouvelles possibilités pour les individus, les organismes et les entreprises.

« Chaque province fait des choses pour améliorer son apport en énergie tout en réduisant l'empreinte sur l'environnement. Nous, à l'Île, nous développons l'énergie éolienne, en collaboration avec l'institut de North Cape. La stratégie respecte les approches propres à chaque gouvernement. »

Les changements apportés par le gouvernement fédéral ont une incidence financière sur les provinces et les territoires qui, selon les chefs réunis, multiplient les initiatives pour contrôler les coûts des programmes et faire croître l'économie.

Les premiers ministres s'inquiètent des impacts négatifs des changements unilatéraux imposés par Ottawa aux transferts et aux programmes. Ils ont déploré certaines mesures adoptées pour parvenir à un surplus fédéral, imposant des pressions supplémentaires aux autres provinces et territoires et se répercutant sur les services offerts aux Canadiens.

Les premiers ministres ont dit regretter que le fédéral s'approprie des deux tiers des impôts des contribuables, alors que la grande majorité des services aux citoyens sont livrés par les provinces et territoires, qui manquent de ressources.

Sur la question de la disparition de près de 1 200 femmes autochtones au cours des dernières décennies au Canada, les premiers ministres ont demandé en vain la création d'une commission d'enquête fédérale. Mais avec l'appui de cinq chefs des Premières Nations, ils ont réclamé la tenue d'une table ronde nationale sur la question.

L'Arctique devrait être protégé contre le développement, selon un sondage

Par Bob Weber
LA PRESSE CANADIENNE

Un sondage commandé par Greenpeace porte à croire qu'une forte majorité de citoyens de 30 pays désirent que des efforts plus importants soient mis en œuvre pour préserver l'environnement arctique contre le développement industriel.

Le coup de sonde en quatre questions, effectué auprès de plus de 30 000 personnes, révèle que les plus grands partisans de la préservation de l'Arctique sont les Canadiens.

Selon Farrah Kham, responsable de la campagne de Greenpeace sur l'Arctique, les Canadiens sont souvent plus nombreux à vouloir protéger l'Arctique que les autres personnes sondées.

L'organisation environnementale a embauché une firme qui a procédé au sondage en ligne du 8 au 28 août. La firme, RIWI, a utilisé une technologie interceptant les internautes qui commettent des erreurs en entrant des adresses électroniques pour générer des échantillons aléatoires, qui sont ensuite ajustés pour tenir compte des caractéristiques démographiques de chaque pays.

La firme de sondage n'a pas fourni de marge d'erreur.

Après avoir posé quatre questions, RIWI a constaté que 71 pour cent des participants étaient d'accord pour que l'océan Arctique soit exempt de forages pétroliers et d'autres industries lourdes. Ce taux atteint 75 pour cent au Canada.

Un total de 74 pour cent des gens interrogés étaient d'accord ou fortement d'accord avec la création d'un sanctuaire pour la vie sauvage autour du pôle Nord. Soixante-dix-huit pour cent des Canadiens entrent dans ces catégories.

À l›échelle mondiale, 64 pour cent des sondés désiraient que les forages pétroliers, le transport et la pêche industrielle soient interdits dans les eaux internationales autour du pôle Nord (70 pour cent des Canadiens étaient d'accord).

Les entreprises énergétiques ont toutefois obtenu un certain appui — 51 pour cent des personnes interrogées pensent que celles-ci sont en mesure de nettoyer un déversement majeur dans l'Arctique, mais ce taux chute à 47 pour cent parmi les Canadiens.

Mme Khan reconnaît néanmoins que le combat de Greenpeace pour l'établissement d'une zone protégée autour du pôle Nord est une lutte avec le vent de face. Presque tous les pays circumpolaires ont rejeté l'idée et trois d'entre eux — dont le Canada — prévoient déposer une demande aux Nations unies pour le contrôle économique des fonds marins de l'Arctique. Seule la Finlande ne s'est pas prononcée contre l'idée d'un refuge arctique.

Les gouvernements des pays autour du pôle Nord encouragent le développement industriel et envisagent au moins les forages pétroliers en mer. Cette semaine à Iqaluit, le Canada accueillait la réunion inaugurale d'un groupe économique servant à discuter de méthodes pour accroître l'activité économique dans l'Arctique.

Malgré tout, dit Mme Khan, les résultats du coup de sonde laissent entendre que les gouvernements favorisant le développement industriel de l'Arctique ne sont pas au diapason de leurs citoyens.

« Il y a véritablement une déconnexion entre ce qui se passe dans l'Arctique et ce que les gens désirent réellement », affirme-t-elle.

Une Manitobaine se retrouve au Festival de la chanson de Grandby



La carrière de Kelly Bado est lancée. (Photo : Bertrand Duhamel)

Francopresse

La Manitobaine Kelly Bado se retrouve parmi les cinq finalistes du 46e Festival international de la chanson de Grandby.

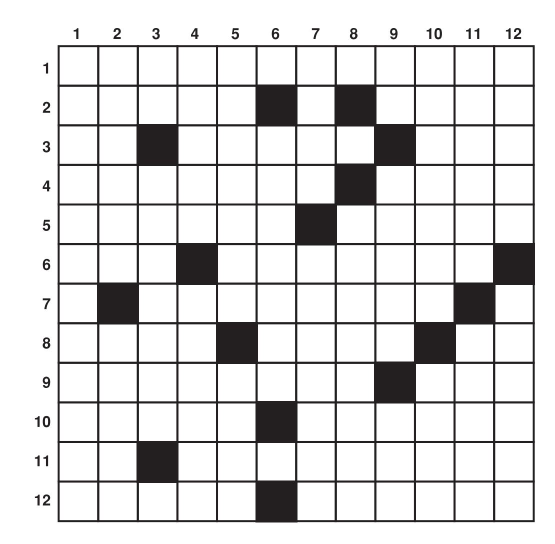
Lors de la Grande Finale, le 13 septembre à Grandby (QC), Kelly Bado disputera les honneurs du Festival avec Michel Robichaud (Saint-Adèle), Émile Bilodeau (Longueuil), Antoine Lachance (Sorel) et le groupe Soucy (Miguasha). Plus de 25 prix d'une valeur de 100 000 $ seront distribués, dont une tournée européenne.

Comme les autres candidats en compétition, Kelly Bado présentera trois de ses chansons. Dans *Africa*, il est question des richesses de l'Afrique. « C'est une chanson qui selon beaucoup de personnes les aide à voyager, a-t-elle expliqué en entrevue à *La Liberté*. Souvent, on entend parler des catastrophes en Afrique, mais il y a plus que ça. Et c'est ce que je voulais faire comprendre. »

La chanteuse de jazz, RnB et musique pop/gospel présentera aussi les chansons *Le Temps* et *Mon amour*, qui est disponible en vidéo. « J'emmène avec moi ma culture, tout ce que j'ai apporté de la Côte-d'Ivoire ainsi que tout ce que j'ai appris à travers mon cheminement musical. »

MOTS CROISÉS

Nº 341



HORIZONTALEMENT

1. Qui présente l'aspect d'un pavage.
2. Sa poudre est utilisée comme abrasif. — Dépenser.
3. Gamme. — Diminué l'épaisseur d'une pièce de bois. — Canton suisse.
4. Inerte. — Petite tige.
5. Genre de labiées à odeur forte. — Mise à la cape.
6. Il est très coloré. — Chicaner sur des riens.
7. Parler du nez.
8. Garantie donnée sur un effet de commerce. — Prison. — Gamme.
9. Manque de sérieux. — Été agréable.
10. Prénom féminin. — Mettras à mort.
11. Doublée. — Multipliais, accumulais.
12. Du verbe avoir. — Inscription gravée sur une étampe.

VERTICALEMENT

1. Période qui précède et qui suit immédiatement la naissance.
2. Occasionner, provoquer. — Second chœur de la deuxième hiérarchie des anges.
3. Cale en forme de V. — Portion du domaine royal dévolue aux frères et aux fils puînés du roi.
4. Impératrice d'Orient. — Poinçons.
5. Participes d'une manière active à la vie d'un parti politique. — Prénom masculin.
6. Éminent, supérieur.
7. Flotte sur un liquide. — Émis par la glotte.
8. Appareil permettant de raccorder des fragments de films.
9. Possédé. — Récipient peu profond dans lequel on lave les sables aurifères. — Siège.
10. S'approprier indûment un bien. — Joueur de rugby français (1923).
11. Classer par séries. — Odorat du chien.
12. Instrument chirurgical. — Se moque ouvertement.

RÉPONSE DU Nº 341



SEMAINE DU 14 AU 20 SEPTEMBRE 2014



Bélier

BÉLIER (21 mars - 20 avril)
S'il y a un bris quelconque à la maison, vous prendrez le temps nécessaire pour corriger la situation de manière permanente. Vous en profiterez également pour rafraîchir la décoration.



Taureau

TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Tâchez de faire vérifier la mécanique de votre voiture, une panne pourrait survenir. Téléphone et ordinateur pourraient subir le même sort également et n'oubliez pas de charger vos batteries.



Gémeaux

GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
Une vie sociale active entraîne aussi des dépenses importantes. Vous devrez donc tenter de vous faire un budget plus précis. Même au travail, des histoires d'argent prendront beaucoup de place.



Cancer

CANCER (22 juin - 23 juillet)
On devrait vous confier de nouvelles responsabilités assez exigeantes. Vous aurez besoin de patience et surtout de persévérance pour accomplir vos obligations malgré la fatigue et le stress.



Lion

LION (24 juillet - 23 août)
Il est possible que vous connaissiez quelques nuits d'insomnie. Votre esprit sera particulièrement vif et vous aurez besoin de dépenser votre surplus d'énergie pour retrouver un bel équilibre.



Vierge

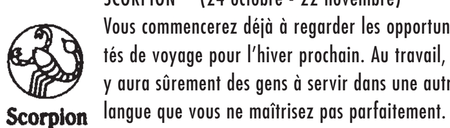
VIERGE (24 août - 23 septembre)
Il y a de bonnes chances que vous décidiez de faire un bon ménage parmi votre cercle d'amis. Certains d'entre eux auront tendance à vous voler passablement d'énergie.

Signes chanceux de la semaine : Balance, Scorpion et Sagittaire



Balance

BALANCE (24 septembre - 23 octobre)
Si vous avez de jeunes enfants, vous devrez faire un peu de discipline et appliquer quelques règles élémentaires. Il y aura certaines personnes autour de vous à prendre avec des pincettes.



Scorpion

SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
Vous commencerez déjà à regarder les opportunités de voyage pour l'hiver prochain. Au travail, il y aura sûrement des gens à servir dans une autre langue que vous ne maîtrisez pas parfaitement.



Sagittaire

SAGITTAIRE (23 novembre - 21 décembre)
Si vous avez entrepris un nouveau régime de vie, une meilleure alimentation et de l'exercice plus régulièrement, vous constaterez enfin des résultats encourageants qui vous permettront de persévérer.



Capricorne

CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
Un de vos amis pourrait très bien vous inspirer une forme d'aventure. Un besoin d'adrénaline vous permettra de sortir de la routine. Vous vous sentirez ainsi beaucoup plus vivant.



Verseau

VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Vous devrez inévitablement faire sortir le chef en vous. Vous devrez probablement élever la voix et exprimer vos opinions avec plus d'autorité. Lentement mais sûrement, vous monterez en grade.




Poissons

POISSONS (19 février - 20 mars)
Vous ne résisterez plus tellement longtemps à l'envie d'aller magasiner et de vous offrir un peu de luxe. Il est parfois nécessaire de renouveler sa garde-robe pour occuper de nouvelles fonctions.